



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

3 (1996)

Métiers. Corporations. Syndicalisme

Michelle Zancarini-Fournel

Une « vieille histoire » ?

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Michelle Zancarini-Fournel, « Une « vieille histoire » ? », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 3 | 1996, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/458> ; DOI : 10.4000/clio.458

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/458>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Michelle Zancarini-Fournel

Une « vieille histoire » ?

- 1 Ce numéro sur *Métiers, corporations, syndicalismes*, avait été préparé bien avant le mouvement social de novembre-décembre 1995, qui lui donne un autre éclairage. Le projet de départ était de poursuivre la réflexion sur le « syndicalisme au féminin » engagée dans *Le Mouvement social* d'octobre - décembre 1993 dont l'éditorial avait souligné la nécessité de créer une revue francophone d'histoire des femmes¹. Il s'agissait pour nous de comprendre le lien entre l'organisation corporative, le pouvoir politique, et la construction de l'illégitimité, discursive et concrète, du travail des femmes à l'extérieur du foyer. Conformément aux choix de *Clio*, cette problématique a été explorée aux différents âges de l'histoire. Mais le triptyque *Métiers, corporations, syndicalismes*, ne signifie pas que soit tissé un lien obligatoire qui irait des métiers médiévaux aux syndicalismes contemporains. Simone Roux pour l'époque médiévale et Cynthia Truant pour l'époque moderne tracent un portrait détaillé de la place des femmes dans les corporations et métiers parisiens. L'étude de Cécile Beghin sur les sociétés urbaines languedociennes peut être comparée au cas parisien des XIVe et XVe siècles. Elle montre les enjeux du travail féminin et la manière dont il décline à la fin du Moyen Age².
- 2 La question de la légitimité du travail des femmes³ a été posée par le syndicalisme dès sa création, parallèle au processus d'industrialisation. La relation du syndicalisme et des femmes peut apparaître aujourd'hui comme une « vieille histoire », au mieux comme un « malentendu »⁴. En effet, depuis deux décennies, les thèses fondatrices de la nouvelle histoire sociale⁵ nous ont appris à nous intéresser aux individus et à leurs manières de vivre et d'habiter, à leurs modes d'action collectifs, à leurs itinéraires professionnels et à leur mobilité plus qu'aux formes organisationnelles, fussent-elles sur les lieux de travail. La crise et le discrédit du paradigme marxiste ont repoussé l'histoire de la *classe ouvrière* aux oubliettes, et l'éloignement est à la mesure de l'influence qu'a eu le marxisme sur l'histoire économique et sociale. Quelle place pour les femmes et le syndicalisme, dans cette histoire qui s'est déplacée des organisations aux individus - aux actrices et aux acteurs pour reprendre un vocabulaire contemporain ?
- 3 Il faudrait dans un premier temps revenir sur l'impact de la législation du dernier tiers du XIXe siècle qui a permis, tout en garantissant peu ou prou l'ordre social, la légalisation progressive et la nationalisation - au sens d'intégration dans la nation et le compromis républicain - des organisations ouvrières. La loi de 1884, dite « Loi Waldeck-Rousseau »⁶, a organisé le champ syndical ; mais on doit souligner que les femmes, malgré la loi de 1884 et en vertu du Code civil, ne peuvent exercer une profession - et donc se syndiquer - sans autorisation de leur mari jusqu'à la loi du 18 février 1938 qui supprime la puissance maritale et l'incapacité de la femme mariée⁷. Coexistant avec cette incapacité juridique, la définition des métiers et l'institutionnalisation des classifications dans les conventions collectives des années 1930 contribuent aussi à forger les contours d'une classe ouvrière virile : les femmes ne sont jamais, quelle que soit leur qualification, classées comme ouvrières qualifiées⁸. L'intérêt de la CGT de l'après Seconde Guerre mondiale pour les « femmes travailleuses » a influencé les études sociologiques et historiques des années 1950-1960⁹. C'est la présence des femmes dans les professions, les mouvements revendicatifs et les syndicats qui a été d'abord étudiée. Et avant tout celle des ouvrières : l'intérêt pour les organisations d'employés-ées ou de fonctionnaires est récent¹⁰, même si Anne-Marie Sohn a réalisé une étude pionnière sur les institutrices¹¹. Le mouvement des femmes et les années post-1968 ont souligné l'existence de femmes actives, au travail et dans la rue, et les liens entre féminisme et syndicalisme ont été explorés dans le présent et dans l'histoire¹². Après 1982-1983 et la conversion du gouvernement socialiste au tout économique, à la rigueur et à l'esprit d'entreprise, ce qu'on pourrait appeler l'esprit du temps a contribué à dissoudre l'intérêt des historiens pour le syndicalisme¹³ et à encourager une histoire des entreprises¹⁴. L'histoire des conflits, des grèves - moments brefs dans une histoire longue de l'entreprise - a été remplacée, dans le sillage de l'économie des conventions, par

celle de l'accord¹⁵. En dehors des classiques mises au point sur les structures organisationnelles et le nombre d'adhérents¹⁶ - même si l'étude de différents mouvements sociaux a ouvert des perspectives originales¹⁷ - les publications récentes ont concerné la crise du syndicalisme et la « désyndicalisation »¹⁸. Les femmes (comme les jeunes) sont apparues, dans ce cadre-là, comme un élément moteur de ce processus¹⁹. Cependant le rôle de la religion, du catholicisme en particulier, lié à la constitution d'organisations spécifiques dans lesquelles les femmes ont pu prendre toute leur place, a été souligné : « Cet archaïsme qui préside à la séparation entre syndicats masculins et syndicats féminins est à l'origine d'un authentique courant féministe au sein du syndicalisme chrétien. »²⁰ Les études historiques les plus récentes sur le syndicalisme - quel que soit leur intérêt - ne prennent pas ou très peu en compte les femmes²¹. Une récente table ronde organisée par le Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme a fait le point d'une question si désertée qu'on parle de relecture²².

4 Le renouvellement des problématiques est venu d'ailleurs, d'outre-Atlantique ou d'Allemagne par exemple. Pour des raisons différentes - mais tout autant liées à la conjoncture politique économique et intellectuelle locale - historiens et historiennes ont ouvert des pistes et produit de nouvelles thèses. Susanne Mutert présente, au début de son article, le débat en Allemagne entre histoire sociale classique et théorie féministe. La sociologue américaine Ava Baron s'est interrogé sur la nature même et la construction du syndicalisme dans son rapport avec le *gender*/le genre, une catégorie d'analyse des rapports sociaux entre les sexes qui relèvent d'une construction sociale des hommes et des femmes et de leur système de relations, le plus souvent fondé sur l'inégalité et la domination d'un sexe sur l'autre²³. Sur ce point, Laura Frader, qui fait ici le bilan de vingt ans de recherches de part et d'autre de l'Atlantique, écrit notamment : « [...] au lieu de poser la question : « Pourquoi est-ce difficile pour les femmes de se syndicaliser ? » l'histoire du syndicalisme qui prend en compte le genre pose les questions suivantes : « [...] Comment les organisations syndicales ont-elles recréé, perpétué ou mis en question les hiérarchies de genre ? Comment le genre a-t-il contribué à définir des intérêts syndicaux éloignés des intérêts spécifiques des femmes ? ». On pourrait aussi étendre aux périodes antérieures ce questionnement sur la construction sociale de la masculinité et de la féminité, posé en histoire contemporaine.

5 Aux États-Unis, où les passerelles entre différents sous-champs ou sujets d'études paraissent plus faciles, le lien existe entre une histoire de la consommation fort développée - comme le souligne le compte rendu d'Helen Chenut - et les pratiques du syndicalisme : l'article de Nayan Shah montre comment l'exclusion fondée sur « la couleur » a structuré, à la fin du XIXe siècle, un syndicalisme californien qui défendait le travail « blanc », en faisant appel, entre autres, aux consommatrices femmes au foyer. Sur ce thème, Thomas Holt, dans sa présentation des statuettes de cuisiniers et cuisinières noirs, introduit à une histoire complexe de la construction, de la chronologie, et de l'efficace des représentations. Laura Frader souligne le rapprochement qui peut être fait entre « les peuples de couleur » - les « coloniaux », selon le vocabulaire de l'époque - et les femmes sur la question du travail, leur emploi étant vécu par les ouvriers comme une concurrence, particulièrement en période de guerre ou de crise économique : ces derniers assimilent ainsi dans leurs discours les colonisés et les femmes.

6 Ces nouvelles approches voudraient contribuer à la déconstruction de la catégorie englobante *du* syndicalisme, « entité réifiée »²⁴ ; d'une part pour explorer les différentes formes d'organisation ou de regroupement - dont les organisations spécifiques aux femmes - et les replacer dans une histoire globale et d'autre part pour étudier comment le genre est constitutif des rapports sociaux²⁵. Andrée Gautier et Martine Ratto font l'histoire des premiers syndicats chrétiens en montrant leurs ambiguïtés, mais aussi la spécificité de ces syndicats libres féminins ancêtres de la CFTC et de la CFDT. Dominique Loiseau explore de nouvelles formes d'organisation déployées depuis les années 1930 en direction des « ménagères », en apparence peu concernées par la revendication syndicale. Pour la même période, Yannick Ripa, en terre espagnole, met en évidence les apories de l'anarcho-syndicalisme et le gouffre qui sépare à la CNT, la théorie universaliste et de l'égalité des sexes et ses pratiques. En France, les organisations syndicales ont été bousculées, plus tard, dans les années post-68, par de nouvelles

formes de regroupement, baptisées coordinations. Didier Leschi nous en fait la généalogie et lance un débat - que nous espérons poursuivre - sur le caractère « sexué » des coordinations infirmières en particulier.

- 7 Une histoire des syndicalismes sur la longue durée, qui prendrait en compte le genre, pourrait s'intéresser aux individus-e-s²⁶, au rôle des organisations dans la construction de la masculinité par exemple, mais aussi aux formes - variables dans le temps - d'inclusion et d'exclusion dans les métiers. Elle éclairerait l'histoire de la citoyenneté à la française, avec l'intégration progressive des ouvriers dans le compromis républicain et la nation²⁷ et, tout à la fois, l'exclusion - jusqu'à une date tardive - des femmes comme citoyennes et leur inclusion comme mères. L'enquête prosopographique sur les militants (et militantes) de 1940 à 1968, initiée par le CNRS et Claude Pennetier dans le prolongement du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, le Maitron, compte intégrer à la fois les caractéristiques individuelles, les itinéraires et les formes diverses de militantisme²⁸.
- 8 Le mouvement social de décembre 1995 est une incitation à mettre en œuvre une approche sexuée de l'histoire du temps présent, qui ne serait pas uniquement politique, et qui prendrait en compte, pour le sujet qui nous intéresse, le lien entre certaines caractéristiques du travail féminin - flexibilité, précarité... - qui déteindraient aujourd'hui sur l'ensemble du marché du travail²⁹, la désyndicalisation - entendue ici comme perte d'adhérents - et les formes d'expression et de protestation des salarié-e-s. La question du charisme, liée au rapport au pouvoir, constitue une autre piste de réflexion. Trois femmes sont actuellement à la tête d'organisations syndicales d'importance diverse : Nicole Notat, que Michelle Perrot a interrogé pour *Clio* sur sa famille, sa formation et son itinéraire jusqu'à l'accession à la direction confédérale de la CFDT, aujourd'hui première ou seconde organisation syndicale française ; Christiane Lambert, dirigeante du Centre national des jeunes agriculteurs (60 000 adhérents)³⁰ et Annick Coupé, responsable de SUD, syndicat issu d'une scission de la CFDT dans les postes et télécommunications (7 500 adhérents)³¹. L'étude de leurs itinéraires, et de ceux d'hommes et d'autres femmes, permettraient sans doute de réexaminer le rapport sexué à l'autorité, à la décision et au pouvoir.
- 9 Enfin je signale que s'ouvre dans ce numéro la rubrique *Varia* qui accueille des articles sans rapport direct avec le dossier thématique, articles qui peuvent lancer un débat à poursuivre éventuellement dans les numéros suivants : c'est le cas ici de la contribution de Geneviève Fraisse qui, à partir du livre d'Alain Boureau³² et de l'approche critique des volumes de *L'Histoire des femmes* publiée partiellement dans les *Annales*³³, se propose d'interroger l'écriture de l'histoire et le couple réel/représentations. C'est le cas aussi de l'article de Marianne Debouzy sur *La poupée Barbie* qui préfigure le thème du numéro de *Clio* qui paraîtra à l'automne : *Le Temps des jeunes filles*. Nous souhaitons également ouvrir prochainement une rubrique *Courrier* : vos contributions éventuelles sont à adresser à Catherine Marand-Fouquet, responsable de la rubrique.

Notes

1 Françoise Thébaud, « Syndicalisme au féminin », *Le Mouvement social* 165, octobre-décembre 1993 : 3-6. Articles de Christine Bard et Jocelyne Chabot sur la CFTC du Nord et les syndicats féminins chrétiens .

2 Sur le même sujet, voir Véronique Duplan, « Les femmes et le monde du travail à Toulouse aux XIVe et XVe siècles (vers 1350 - vers 1450) », *Sources* 25, 1991 : 11-21.

3 Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Paris, Editions ouvrières, 1981.

4 Michelle Perrot : « Le syndicalisme français et les femmes : histoire d'un malentendu », *CFDT aujourd'hui* 66, mars-avril 1984 : 41-49.

5 Rolande Treppe, *Les Mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Editions ouvrières, deux tomes, 1971. Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève 1871-1890*, Paris-La Haye, tome 1, 1973, tome 2, 1974. Yves Lequin, *Les Ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)* tome 1, La

Formation de la classe ouvrière régionale ; tome 2, *Les Intérêts de classe et la République*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1977.

6 Pierre Sorlin, *Waldeck-Rousseau*, 1966 : 293-298 a montré comment s'était forgé le mythe de l'action de Waldeck-Rousseau et dans quel contexte la loi avait été adoptée.

7 F. Babinet : « Dit et non-dit du texte : rapports sociaux et portée juridique de la loi du 21 mars 1884 », *Convergences. Études offertes à Marcel David*, Quimper, Calligrammes, 1991, 508 p. « Le droit syndical ne libérait pas les femmes du statut civil dans lequel elles étaient enfermées et elles subirent la fausse symétrie entre la liberté de l'industrie et la liberté de s'associer syndicalement » (Babinet 1991 : 24).

8 Michelle Zancarini-Fournel, « Les conventions collectives dans les années 1930 : produits, territoires, échelles ; l'exemple stéphanois », à paraître en 1996.

9 Madeleine Guilbert, *Les Fonctions des femmes dans l'industrie*, Paris-La Haye, Mouton, 1966. *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, CNRS, 1966. Marie-Hélène Zylberberg-Hocquart, voir n. 4.

10 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Le Syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide 1848-1948*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989, n'évoque que fort brièvement les premières syndicalistes dans l'enseignement et les postes.

11 Anne-Marie Sohn, « Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1977 : 391-414.

12 Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos, 1978. Margaret Maruani, *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979. Collectif, *Le Féminisme et ses enjeux*, Paris, Edilig, 1988.

13 *Le Mouvement social* représente une exception dans ce panorama rapide

14 Pour un recensement des travaux sur le sujet, voir Alain Beltran, Jean-Pierre Daviet, Michèle Ruffat, « L'histoire d'entreprise en France. Essai bibliographique », *Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent* 30, juin 1995.

15 Alain Dewerpe, « Conventions patronales. L'impératif de justification dans les politiques sociales des patronats français (1800-1936) », *Logiques d'entreprises et politiques sociales*, textes réunis par Sylvie Schweitzer, Lyon, 1993 : 19-62 ; Alain Dewerpe « L'exercice des conventions. Le cas de l'industrie navale française (fin XIXe-début XXe siècle) » in Bernard Lepetit (dir.), *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995 : 99-126.

16 Entre autres études, Antoine Bevort « Les effectifs syndiqués à la CGT et à la CFDT » *Communisme* 35-37, 1993-1994 : 87-90.

17 Denis Segrestin, *Le Phénomène corporatiste. Essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France*, Paris, Fayard-Fondation Saint-Simon, 1985. Danièle Kergoat, « La coordination infirmière », *Cahiers du Gedisst*, Paris, IRESCO-CNRS, 1990 : 23-60. Michel Tozzi, *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux, régionalisme, féminisme, écologie*, Paris, Éditions ouvrières, 1982.

18 Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988. Dominique Labbé, Maurice Croisat, *La Fin des syndicats*, Paris, L'Harmattan, 1992. Dominique Labbé a publié dans la revue *Communisme* 35-37, 1994, une bibliographie de 529 titres qui recense les travaux sur la CGT entre 1945 et 1993.

19 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Les Syndicats de fonctionnaires depuis 1948*, Paris, PUF, 1989 : 28.

20 Michel Launay, *La CFTC. Origines et développement 1919-1940*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986 : 19.

21 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995. Frank Georgi, *L'Invention de la CFDT, 1957-1970*, Paris, CNRS Éditions / Éditions de l'Atelier, 1995.

22 CHRMESS, *Syndicalisation des femmes : discours et pratiques*, table ronde du 27 janvier 1996.

23 Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Le Genre de l'histoire, Les Cahiers du GRIF* 37-38, 1988 : 125-153. Ava Baron, *Work Engendered : Toward a New History of American Labor*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

24 C'est le souci de *Genèses* 3, mars 1991 ; l'expression est de Michel Offerlé dans son éditorial.

25 Joan Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press : 42.

26 Voir ici l'autoportrait d'une militante de la bonneterie troyenne analysé par Helen Chenut.

27 Le colloque *L'Invention des syndicalismes* organisé par le CHRMSS en octobre 1995 a souligné le poids du caractère national dans cette construction des syndicalismes.

28 CNRS, URA 1738, Histoire sociale : territoire et militants, *Lettre d'information* 1, juin 1995, éditorial d'Antoine Prost : 2.

29 Voir *Les Cahiers du MAGE*, comptes rendus des interventions au séminaire européen organisé par Margaret Maruani en 1995 sur *Marché du travail et genre*.

30 Voir son portrait dans *Libération*, 8 septembre 1995 : « Madame 100 000 volts aux champs ».

31 Voir son portrait dans *Le Monde*, du 27 octobre 1995 « Annick Coupé une intellectuelle déclassée » qui se termine par cette affirmation « SUD ça manque de femmes ».

32 Alain Boureau, *Le Droit de cuissage. La fabrication d'un mythe (XIIIe-XXe siècle)*, Paris, Albin Michel, 1994.

33 *Annales*, juillet-août 1993 ; les actes complets du colloque sur cette lecture critique, tenu en Sorbonne les 13-14 novembre 1992, ont été publiés : Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Femmes et histoire*, Paris, Plon, 1993.

Pour citer cet article

Référence électronique

Michelle Zancarini-Fournel, « Une « vieille histoire » ? », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 3 | 1996, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/458> ; DOI : 10.4000/clio.458

Droits d'auteur

Tous droits réservés
